

MARIAGE ET ADOPTION POUR TOUS

« Une étape vers la modernisation de notre pays, vers plus de liberté, plus d'égalité »



L'AGENDA

4 et 5 mai
► Forum génération
changement
à Soustons

15 juin
► Forum
des progressistes
européens

16 juin
► Convention nationale
Europe

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

« Le gouvernement apporte des réponses concrètes aux urgences »



Le public était venu nombreux, mercredi soir à Évry, pour échanger avec Harlem Désir lors du quatrième atelier du changement organisé par le Parti socialiste. Ainsi, une lycéenne de Terminale L à Courcouronnes l'a interrogé sur « la place des jeunes », qui ne sont pas assez consultés d'après elle, « alors même qu'on nous a promis qu'on

vivrait mieux ! » Une dame abondait dans son sens en évoquant son « fils de 23 ans, diplômé et au chômage, qui a découvert qu'un de ses amis était à la rue ». « Il faut dire la vérité, ce sera long de rétablir la situation de notre pays, répond le Premier secrétaire. On sent le poids de la crise, d'où la nécessité d'apporter des réponses concrètes à une urgence. » Pour lui il est indispensable que « chaque jeune ait sa place dans le monde du travail », ce qui est le but de la mise en place des emplois d'avenir. La ville d'Évry devrait en proposer une cinquantaine à des jeunes non qualifiés. Mais le problème du chômage touche aussi les seniors « que les entreprises considèrent comme trop chers », regrette Harlem Désir. Pour y remédier, les contrats de génération permettent une aide pour à la fois embaucher des jeunes en gardant les plus expérimentés dans l'entreprise. En outre, « les salariés doivent être plus associés à la stratégie de l'entreprise », ce qui est le sens de la loi de sécurisation de l'emploi. « Il faut faire des économies mais conserver les moyens là où ils ont un

sens », assène le Premier secrétaire, qui rappelle que « le gouvernement précédent avait supprimé 80000 postes d'enseignants ».

Celui de Jean-Marc Ayrault va en recruter 40 000 entre 2013 et 2014.

« Qu'est ce qu'un ressortissant européen a de plus qu'un maghrébin ? » l'interroge un autre participant. « Vous connaissez ma position sur le droit de vote des étrangers, rappelle Harlem Désir, qui a toujours été en faveur d'une telle loi. Mais il ne faut pas que la droite bloque la majorité des trois cinquièmes au Congrès. » Sourde, une participante le questionne sur l'accessibilité. « L'objectif est de faire une société où chacun puisse se développer. Avec les aménagements nécessaires, la présence de personnes handicapées est une chance pour tous. » Et le Premier secrétaire d'insister sur « les valeurs communes » qui fondent « le modèle français, qui nous distingue à l'international ».



« Dans le sens de l'évolution de notre société »



La date restera historique. Mardi 23 avril 2013, l'Assemblée nationale a adopté la loi sur le mariage et l'adoption pour tous. 331 voix pour, 225 voix contre et 10 abstentions, tel a été le résultat définitif du vote, après plus de 170 heures de débats

depuis le mois de janvier. La France est ainsi devenue le 9^e pays européen et le 14^e pays dans le monde à légaliser ces unions. Les partisans de la loi ont célébré comme il se doit l'événement, tandis que les opposants auront donné de la voix jusqu'au dernier moment.

Désormais, un nouvel article N° 143 du Code civil stipule que « le mariage est contracté entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe ». Les premières unions devraient pouvoir être célébrées dès le mois de juin. En effet, la droite a déposé un recours devant le conseil constitutionnel, qui a un mois pour se prononcer. S'il valide le texte, le président de la République aura dix jours pour promulguer la loi.

À l'issue du vote, Christiane Taubira, garde des Sceaux, s'est dite « submergée par l'émotion ». « C'est incontestablement un texte généreux que vous avez voté aujourd'hui, a-t-elle lancé aux députés. Nous savons aussi qu'il faut parler à celles et ceux qui ont été blessés ces jours derniers par des mots, des gestes, des actes - leur dire qu'ils sont pleinement dans la société et que la responsabilité de la puissance publique est

de lutter contre les discriminations, que c'est une exigence du pacte républicain. Lutter contre les discriminations, c'est évidemment ouvrir à tous les citoyens les dispositifs de droit commun ainsi que les plus belles institutions de la République. »

De son côté, le président de la République a rappelé que « cette réforme élargit les droits des homosexuels, sans rien enlever à personne ». Elle « va dans le sens de l'évolution de notre société. Je suis sûr qu'elle en sera fière, dans les prochains jours ou plus tard, parce que c'est une étape vers la modernisation de notre pays, vers plus de liberté, plus d'égalité - les principes qui fondent notre République. » « C'est donc une réforme qui devait être faite, a poursuivi François Hollande. Non pas simplement parce que c'était un engagement que j'avais pris devant les Français, mais parce que cela correspondait au mouvement irréversible de l'Histoire, que cela donne beaucoup de joie à beaucoup de nos concitoyens qui attendaient ce moment. »

Émailée par des nombreuses manifestations qui ont vu la droite et l'extrême-droite défiler derrière les mêmes bannières, la période aura été difficile. Des perturbateurs se sont même introduits au sein de l'hémicycle pour déployer une banderole et des débordements ont été enregistrés mardi soir après le vote. D'ici l'avis du Conseil d'État, le président en appelle donc à l'« apaisement ». « Quand les passions dégénèrent en violence, elles doivent être condamnées. L'ordre républicain est d'abord le respect de la liberté de manifester, sûrement, mais aussi de la liberté pour le Parlement de légiférer. » D'ailleurs, Harlem Désir a demandé à l'UMP de « renoncer à son appel » à la manifestation du 26 mai visant à dénoncer la loi. « La droite doit maintenant avoir une attitude responsable, a-t-il ajouté. Il faut respecter la loi de la République. »

Pour une société apaisée



C'est un faubourg de ville comme il en existe beaucoup. Des enfants qui tapent la balle sur un terrain de basket tout neuf, des femmes qui discutent assises sur un banc, d'autres jeunes qui comparent les performances de leur mini-pitbulls dans le rattrapage de balle et aux fenêtres des grands ensembles, des hommes qui fument en regardant le jour décliner. Amiens Nord s'est embrasé en août dernier, ces émeutes ont fait des millions

d'euros de dégâts et 17 blessés parmi les policiers, pour certains touchés par des tirs de fusil de chasse. La sécurité des Français était une des priorités du programme de François Hollande. En septembre, la zone de sécurité prioritaire (ZSP) pour les quartiers d'Amiens nord était ainsi créée. « *Tout le monde se concentre sur le même objectif, explique Dominique Nectoux, directeur départemental de la sécurité publique de la Somme, il s'agit de reconquérir le terrain, de mettre la pression sur les gens qui perturbent la vie du quartier.* » Installation à demeure d'une demi-unité de CRS, soit une quarantaine d'hommes, stabilisation et démantèlement des trafics de stupéfiants, réinvestissement des cages d'escaliers, meilleure coordination avec l'institution judiciaire, arrêtés préfectoraux restreignant la vente d'acide chlorhydrique, de paintball, d'artifices et d'essence notamment pour les mineurs, voici pour les principales mesures incluses dans le package ZSP.

Et depuis la vie des habitants a changé, favorablement. En six mois, on note une baisse de 34 % des violences urbaines, de 10 % des violences crapuleuses et de 21 % des vols de véhicules. « *C'est l'histoire du Petit prince et du renard, il faut s'approprier. Remettre les gens en confiance, ça ne se fait pas en vingt-quatre heures* », constate Dominique Nectoux. Les policiers toutefois patrouillent de nouveau à pied dans les rues, les



pompiers interviennent sans être systématiquement encadrés par des forces de l'ordre. Preuve de la réussite du système, alors qu'ils étaient dans le défaitisme et évitaient soigneusement de croiser des policiers de peur d'être pris pour des « balances », les habitants aujourd'hui réclament plus de présence policière. Telle Sabrina*, qui refuse toujours que sa fille traîne passé 19 heures dans la cité, « *Elle est à la maison, elle ne sort pas, c'est les études un point c'est tout, je ne veux pas qu'elle ait des problèmes* ». Un autre regret, de femmes encore, qu'il n'y en ait que pour les hommes dans la zone commerciale du Colvert, une zone qu'elles n'ont désormais plus peur de traverser.

* le prénom a été modifié

Sur la ZPS d'Amiens nord en six mois :

- > -218 interpellations,
- > -34 % de violences urbaines (par rapport à l'an dernier)
- > -28 % véhicules incendiés,
- > -59 % feux de poubelles
- > -17 % jets de projectiles
- > -10 % violences crapuleuses
- > -21 % vols de véhicules

1^{er} mai avec l'Histoire



C'est avec l'histoire du monde ouvrier qu'Harlem Désir avait rendez-vous pour sa première fête des travailleurs en tant que Premier secrétaire du PS. À Fourmies, dans le Nord, là où en 1891 neuf ouvriers, notamment des ouvrières, ont été abattus

par la troupe alors qu'ils revendiquaient de meilleures conditions de travail et de vie, Harlem Désir, accompagné de Gilles Pargneaux, premier fédéral du Nord et député européen, et Rémi Pauvros, député de la circonscription, ont rappelé les luttes des ouvriers autour du 1^{er} mai. « *Il faut parfois s'extraire de l'actualité pour inscrire notre action dans l'histoire, a développé Harlem Désir, il a fallu la victoire de 1936, de 1981, de Lionel Jospin en 1997 pour que les revendications de justice deviennent des réalités dans les droits sociaux* ».

Invité à la Fête de la Rose par la section de Tourcoing, le Premier secrétaire est revenu sur la première année de quinquennat de François Hollande insistant sur le rôle de soutien de la politique menée dévolu au parti. « *Nous devons la vérité sur les réformes que nous engageons pour préserver notre modèle social, a-t-il expliqué, et rappeler tout ce que nous avons déjà fait, avec le crédit d'impôt, la banque publique d'investissement, les emplois d'avenir, les contrats*

de génération. La gauche n'est la gauche que quand elle parle au peuple, et je refuse de laisser le dialogue avec le peuple au populisme. Notre gauche défend le peuple et ses intérêts, nous n'opposons pas les combats pour la justice sociale et l'égalité des droits ».

Martine Aubry, venue en voisine de Lille a lancé un message d'unité et de rassemblement autour du président de la République et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

« *La mobilisation doit être totale pour tous les socialistes derrière le gouvernement, a rappelé la maire de Lille, nous avons pour objectif l'emploi et le pouvoir d'achat, seuls objectifs sur lesquels les Français nous attendent. Ces combats, le président et le Premier ministre les mènent, le PS les soutient, et apporte aussi d'autres idées. Nous devons travailler collectivement, pour nos valeurs, et pour sortir notre pays de la crise* ». « *Nous sommes les garants du respect des engagements de François Hollande, a abondé le Premier secrétaire, nous devons enrichir cette action, et éclairer les étapes suivantes* ».



PS



UN AN D'ENGAGEMENTS TENUS POUR L'EMPLOI ET L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

Tout pour l'emploi !

- > **Les emplois d'avenir**, qui aident les jeunes peu qualifiés à obtenir une première expérience professionnelle avec une formation. **150 000 contrats doivent être signés entre 2013 et 2014.**
- > **Les contrats de génération** pour maintenir les seniors dans l'emploi et embaucher les jeunes en CDI. **500 000 contrats seront financés sur le quinquennat.**



« C'est une formule bien adaptée, je pourrais recruter trois personnes encore, puisque j'ai trois salariés qui sont proches de la retraite. »

Alain Delaby, premier PDG à avoir recruté un contrat de génération



« Avant mon emploi d'avenir, obtenir ne serait-ce qu'un CDD de deux mois, c'était difficile voire impossible. »

Tiseme, 21 ans, emploi d'avenir d'agent administratif, Rambouillet

Le choix de la compétitivité du désendettement et de la reconquête productive

- > **Le Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi** et ses 35 mesures dont le crédit d'impôt pour redresser l'industrie, relancer la croissance, investir dans les filières d'avenir, embaucher et gagner des parts de marché dans la mondialisation.
- > Le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi donne **plus de droits aux salariés** (présence dans les instances de gouvernance des grands groupes, couverture santé pour tous les salariés, compte personnel de formation, taxation des contrats courts, droits rechargeables à l'assurance chômage) et **plus de capacités d'adaptation aux entreprises** pour affronter la crise.
- > **Le désendettement pour la souveraineté économique.** La droite a laissé se creuser la dette et les déficits en multipliant les cadeaux fiscaux aux plus riches. Aujourd'hui, nous désendettions la France pour qu'elle puisse rester maître de ses choix. Les efforts sont répartis équitablement, avec notamment la taxe de 75 % sur les rémunérations de plus d'un million d'euros dans les entreprises.



UN AN D'ENGAGEMENTS TENUS POUR L'EUROPE DE LA CROISSANCE, CONTRE L'AUSTERITÉ



- > **Le pacte de croissance** a été adopté lors du sommet européen de juin 2012. Il représente 120 milliards d'euros pour la croissance, l'emploi et les territoires.
- > **L'union bancaire** a également été actée lors du sommet de juin 2012 : une protection pour la zone euro contre les spéculateurs.
- > **La taxe sur les transactions financières** va être instaurée.
- > La défense de la PAC : l'enveloppe de la France a été sauvée lors du Conseil européen consacré à l'examen du budget européen pluriannuel 2014-2020. C'est une victoire pour nos agriculteurs.
- > **La lutte contre les paradis fiscaux** : renforcement des moyens de lutte contre la grande délinquance économique et financière, publication des filiales des banques françaises à l'étranger, liste des paradis fiscaux révisée.